

L'ITALIE POUR LA CONVERGENCE

GIOVANNI AGNELLI,
DIRECTEUR-GÉNÉRAL, FIAT

Je voudrais faire quelques remarques pour nous aider à mieux cerner et à comprendre plus profondément l'enjeu enfin de la campagne menée par l'Association pour l'Union Monétaire Européenne.

Je ferai ici quelques considérations d'ordre général mais je voudrais aussi me référer plus particulièrement à la situation italienne.

Pour rester sur le plan des relations économiques, nul doute que la naissance d'une monnaie européenne unique n'apporte une contribution active, substantielle à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial basé sur le libre-échange, la stabilité des taux de change entre les monnaies des puissances économiques dominantes et l'aide au développement.

Bien plus, une monnaie unique est le moteur essentiel du décollage permettant la réalisation de cette tâche nouvelle pour l'Europe de l'Ouest : piloter la reconstruction à l'Est des pays qui viennent de rejoindre l'économie de marché.

Je ne pense pas que ces tâches puissent être entreprises sur la base d'une des monnaies nationales actuellement existante. Aucune d'entre elles n'est soutenue par une économie ou un marché financier adéquats.

Nous devons donc noter de toute urgence l'Europe d'une monnaie internationalement reconnue.

Nous avons abouti à l'accord de Maastricht sur l'Union économique et monétaire précisément parce qu'il devient de plus en plus difficile — à l'intérieur d'un marché commun — de coordonner les politiques monétaires nationales.

L'autonomie des politiques budgétaires, le coût du travail, la stabilité des changes entre les monnaies de la Communauté européenne doivent aboutir à la libre circulation du capital et à la liberté des services financiers.

Il est certains que les Pays membres n'atteindront pas tous à la même vitesse cet objectif fixé en 1996.

Il y a donc un risque de déstabilisation généré par des mouvements de

capitaux vers des monnaies soutenues par des facteurs de convergence plus évidents.

L'écu lui-même, unité de compte utilisée actuellement dans les transactions commerciales privées et surtout dans l'émission de titres, peut devenir la monnaie de choix pour les affaires et les investissements puisqu'il est destiné à devenir la monnaie européenne unique.

Devant ces éléments, je me demande si l'échéance de Maastricht et ses modes de transition ne sont pas trop longs et trop vagues.

Il faut éviter qu'une période de transition trop lente ne provoque des difficultés croissantes, au point de menacer la réalisation des conditions de la convergence telle qu'elle a été définie par le Traité de l'Union européenne.

Nous savons également que seule la France, le Danemark et le Luxembourg sont actuellement en situation de respecter les termes de la convergence. Or, on ne peut oublier qu'entre-temps, les Danois ont décidé de ne pas adhérer au Traité.

Nous nous trouvons presque tous, à des degrés divers, dans des situations objectivement difficiles.

Nous vivons aujourd'hui une délicate période de transition ; les tensions sont inévitables partout dans nos pays, mais nous sentons que nous ne devons rien épargner pour atteindre la convergence en 1996 — et pas plus tard.

Pour nous, industriels, c'est l'essentiel si nous voulons réduire la période d'incertitude avant la troisième phase de l'Union monétaire européenne et organiser notre préparation de l'utilisation de la monnaie unique.

Nous sentons surtout qu'il est essentiel que la ratification du Traité, coïncide dans tous les pays de la Communauté avec la formulation d'un plan spécifique et clair pour l'exécution des opérations nécessaires à la convergence.

Plus la volonté d'agir sera ferme, plus la transition sera rapide et peu coûteuse car les mesures prises pour stabiliser l'économie, réduire le coût de l'argent, aligner le coût du travail sur la productivité commenceront immédiatement à porter leurs fruits.

Tout le monde est particulièrement attentif à la situation de l'Italie.

Le fait est que, parmi les grands pays de la C.E.E., l'Italie est celui dont les indicateurs économiques sont le plus éloignés des critères de Maastricht.

On a émis des réserves sur notre capacité à faire à temps les ajustements nécessaires.

Nous devrions plutôt voir les éléments qui nous offrent une possibilité d'amélioration.

Premièrement, le déficit budgétaire actuel consiste presque entièrement dans l'intérêt de la dette ; les revenus de l'Etat sont près d'équilibrer les

dépenses et les investissements courants ; c'est le résultat de l'augmentation de dix points de la pression fiscale en dix ans.

Deuxièmement, la Communauté des affaires et d'Etat combattent l'un et l'autre la pression des syndicats afin d'obtenir un résultat substantiel sur le contrôle de la spirale des salaires, facteur primordial d'inflation.

Troisièmement, le pays est de plus en plus conscient de la nécessité d'assainir l'économie et de réformer les structures.

L'Italie a fait un progrès significatif vers la création d'une Banque Centrale indépendante de toute influence politique.

Déjà les Statuts de la Banque d'Italie nomment les Gouverneurs pour une durée illimitée, et c'est un facteur majeur d'autonomie.

En outre, l'obligation de la Banque d'Italie d'acheter des effets publics a été abolie voici dix ans.

Enfin, il y a quelques mois, la Banque d'Italie a reçu une pleine autorité indépendante pour fixer le taux de la Banque.

Ces éléments ne sont bien sûr pas suffisants pour nous rassurer entièrement.

Au niveau budgétaire national, le grand problème reste de savoir comment couper les dépenses et créer le surplus primaire substantiel qui nous permettrait de réduire les facteurs qui aggravent la dette nationale, y compris les taux d'intérêt en liras.

107

Le nouveau gouvernement Amato s'est engagé dans une manœuvre de 30 000 milliards de liras (environ 20 milliards d'écus) pour ramener le déficit public de 1992 aux prévisions de la Loi de finance en cours.

Le gouvernement devra certainement être encore plus sévère dans la prochaine loi de finance. Cependant, on ne peut manquer de s'alarmer de l'augmentation des taux d'intérêt, où chaque point de plus signifie pour le Trésor un débours supplémentaire d'environ 150 000 milliards de liras (10 milliards d'Ecu). Cette situation est due au niveau des taux d'intérêt, aux facteurs internationaux et aussi à la faible crédibilité du programme financier du Gouvernement — étant donnée la faculté du Parlement à l'amender. Ce dont l'Italie a donc le plus besoin est donc une restructuration intelligente de ses institutions et de la législation —.

D'autres part, nous sommes convaincus que plus pressante sera la contrainte européenne, plus il sera facile pour l'Italie de prendre les mesures nécessaires.

La Banque d'Italie a conduit des calculs économétriques qui démontrent la possibilité économico-financière de l'assainissement de l'économie italienne. Mais le nœud du problème reste au niveau des décisions du gouvernement et du Parlement et là, ils tombent dans les liens européens. Sous cet angle, une ratification rapide du Traité de Maastricht par le

Parlement italien constituerait un point d'ancrage pour la crédibilité des rendez-vous européens.

Notre devoir donc — en tant qu'industriels membres de l'A.U.M.E. — est de veiller quotidiennement aux cas individuels et, si nécessaire, de signaler les inadéquations et les retards.

Permettez-moi d'exprimer le souhait que nous dépassions vite ce nouveau moment critique de l'unification européenne, pour approcher l'accomplissement de la phase finale, sa conclusion.

Pour former ce souhait, je me fonde sur notre conscience commune, malgré nos réserves, malgré nos inclinations nationalistes, qu'il n'y a pas le choix et que l'Europe Unie est notre seul espoir pour le futur.